Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

La Voix des Travailleurs

De Stem van de Arbeiders

n° 77

p.a.f. 0,60 € - décembre 2017

Périodique du groupe Lutte Ouvrière - Arbeidersstrijd (communiste trotskiste)

Face aux divisions du capitalisme:

l'union des travailleurs pour leurs intérêts communs

Dans ce numéro:

De Stem van de Arbeiders is ook in het Nederlands verkrijgbaar

Marché de l'art: miroir d'une société démente

Après 19 minutes d'enchères, un tableau de Léonard de Vinci vient d'être adjugé plus de 380 millions d'euros (commissions, frais et taxes comprises). Pour les milliardaires, il y a longtemps que l'art est un marché comme un autre, un placement, un produit de spéculation voire une opération de blanchiment. Cette somme record dépensée pour un chef d'œuvre, véritable patrimoine de l'humanité dont la place devrait être dans un musée public, en dit long sur la folie de ce système capitaliste, où les plus fortunés peuvent tout transformer en transaction financière et en moyen d'enrichissement.

Emballage différent, même mépris

Le fabricant de jouets Mattel vient de sortir un nouveau modèle de poupée Barbie… voilée.

Pendant des décennies, ce fabricant a vendu des poupées dont les formes et coiffures «standardisées» cultivaient les stéréotypes sexistes.

Aujourd'hui, en dissimulant ces mêmes formes et cheveux sous un hijab, Mattel continue de montrer les femmes comme des objets sexuels, qu'il faudrait cette fois cacher, à la différence de l'exhibitionnisme racoleur qui caractérisait les modèles précédents.

Très chère monarchie

36.406.000 euros, voilà ce que coutera la monarchie belge l'an prochain.

De ces 36 millions, près de 14 millions sont composés par la Liste Civile du Roi et les dotations de trois membres de la famille royale, Albert, Astrid et Laurent. C'est-à-dire leurs châteaux et leur argent de poche.

Les 22 autres millions servent à payer les activités de la famille royale, leurs voyages et serrages de mains fortunées.

Et ces millions ne sont encore que des miettes en comparaison de ce que possède la famille royale en actions dans différentes banques et entreprises, n'oublions pas que cette famille a longtemps possédé en propre tout le Congo et ses richesses.

Bref, un reliquat du Moyen-âge qui coute cher et qui devrait comme le Moyen-âge finir dans les livres d'histoire.



Beaucoup de bouches à nourrir...

Qui sommes-nous ?

Le capitalisme montre tous les jours qu'il n'est pas seulement un système injuste et violent, mais qu'il est une sérieuse menace pour l'humanité : il cause les crises, les guerres, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels. Ces grands problèmes ne peuvent être résolus sans mettre fin à l'anarchie de la société capitaliste actuelle, qui est divisée en classes sociales et repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Lutte Ouvrière organise des hommes et des femmes qui sont convaincus que le communisme est le seul avenir pour l'humanité.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine, car ils constituent la majorité de la population et font fonctionner toute la société. Et ils n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société.

Nous sommes convaincus que les travailleurs ont les moyens de remplacer l'État de la bourgeoisie et de soumettre les grandes entreprises et les banques ainsi que tout le fonctionnement de l'économie et de la politique à leur contrôle collectif et démocratique. C'est la condition pour que la majorité de la population puisse effectivement exercer le pouvoir et organiser la société dans l'intérêt de tous.

De plus, nous défendons l'idée que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être libre. Nous nous revendiquons du manifeste communiste de Karl Marx et Friedrich Engels qui finit par l'appel : Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

Lutte Ouvrière – Arbeidersstrijd fait partie de l'Union communiste internationaliste (trotskiste) dont la section la plus connue est Lutte Ouvrière en France, le parti d'Arlette Laguiller et Nathalie Arthaud.

Nous nous revendiquons de Trotski, le révolutionnaire russe et compagnon de Lénine, qui a été assassiné pour n'avoir jamais plié et avoir défendu jusqu'au bout les idées communistes contre le stalinisme.

Pour nous contacter:

Ecrire à **BP 62 5100 Jambes**, sans autre mention

à **contact@lutte-ouvriere.be**,

ou par téléphone au **0479-44.81.52**.

éditeur responsable: P. Lambert, même adresse

Site internet :

http://www.lutte-ouvriere.be

Abonnements:

Normal: 8,50 € pour 10 numéros (1 an)
Avec soutien: 15 € pour 10 numéros (1 an)

Vous pouvez vous abonner à La Voix des Travailleurs :
Par virement au numéro de compte
IBAN : BE16 0004 2035 6974 ; BIC : BPOT BEB1
avec la mention : abonnement VdT
(N'oubliez pas de nous envoyer un mail avec vos coordonnées à contact@lutte-ouvriere.be)

Ou par envoi de vos coordonnées et du prix de l'abonnement à la boîte postale BP 62 5100 Jambes.

Trouver le chemin de la lutte consciente et organisée

« Tolérance zéro », « les ramifications d'un cancer qu'il faut éradiquer »... les discours du gouvernement et de la N-VA frôlaient l'hystérie après les récents heurts opposant des jeunes des quartiers populaires de Bruxelles à la police.

Quant à Théo Franken, il a ajouté sa petite touche particulièrement abjecte en réclamant une police spéciale pour repérer ceux qui seraient en séjour illégal, afin de les expulser immédiatement. Comme si les demandeurs d'asile et les sans papiers qui n'osent même plus prendre le métro de peur de se faire arrêter, osaient s'affronter ainsi avec la police !

C'est ridicule mais ce qu'ils voudraient nous faire croire, c'est que si la vie se dégrade, c'est la faute des étrangers et de leurs enfants. Or, les responsables de la situation, ce sont les très riches, les nantis qui profitent de ce système injuste qu'est le capitalisme et leurs serviteurs dans tous les gouvernements!

L'absence de toute perspective avec des taux de chômage entre 20 et 70 % parmi les jeunes à Bruxelles, c'est le résultat de décennies de suppressions d'emplois décidées dans les entreprises que les politiciens de toutes couleurs ont laissé faire. C'est le résultat de la privatisation des services publics et de la suppression de dizaines de milliers d'emplois à la Poste, à la SNCB, chez Proximus, dans les communes...

C'est le résultat de décennies d'austérité dans les écoles. Elles manquent aujourd'hui tellement de moyens que la fondation roi Baudouin doit faire appel aux dons pour qu'on y construise des toilettes (ou du moins pour que la ministre puisse faire semblant de s'en préoccuper) ! Et pendant ce temps, les milliards coulent à flots pour les actionnaires des banques et des grandes entreprises, les impôts baissent pour les sociétés pendant que leurs riches propriétaires mettent leur argent à l'abri dans les paradis fiscaux pour éviter les impôts.

Une société aussi inégalitaire dans laquelle une mince couche s'enrichit de façon démesurée sur le dos des masses exploitées, ne peut être qu'une société violente. Les jeunes des classes populaires subissent cette violence au quotidien. Lorsqu'ils cherchent un emploi, tout comme lorsqu'ils se font contrôler pour la troisième fois dans la semaine par la police.

Le capitalisme et ses dirigeants n'ont aucune autre solution que d'ajouter de la violence à la violence. Ainsi, la police belge vient d'être équipée d'armes de guerre ! Cela n'empêchera pas la prochaine explosion de colère, mais cela fera qu'il y aura des morts.

Oh oui, les jeunes ont mille fois raison de se révolter !

Casser les voitures de ses propres voisins qu'ils ont eu du mal à s'acheter, casser son propre quartier, ce n'est bien évidemment pas la solution. La jeunesse populaire aurait toute sa place dans un grand mouvement pour imposer l'interdiction des licenciements et le partage du travail entre tous. Un mouvement pour faire cracher aux capitalistes les profits qu'ils nous ont volés, afin que tout le monde puisse vivre bien, les jeunes comme les vieux. Un mouvement pour changer cette société et pour la débarrasser de l'exploitation.

Voilà le choix que nous avons, nous les travailleurs : allons-nous laisser les politiciens au service des riches nous dresser les uns contre les autres et les ghettos se développer, allons-nous laisser les démagogues au gouvernement nous entraîner dans leur spirale de la violence stérile ? Se laisser ainsi diviser, serait leur laisser les mains libres pour nous réduire en chair à exploiter. Ou allons-nous trouver le chemin de la révolte consciente contre leur système inacceptable qui nous mène dans le mur ?

D'aucuns diront qu'il est déjà trop tard, d'autres, que les travailleurs ne sont pas capables. Qu'ils causent toujours ! Le fait même que les gouvernements se sentent obligés d'armer leurs polices, de restreindre le droit de grève et de voter des lois pour pouvoir surveiller chacun, montre la peur qu'ils ont devant cette perspective. Car oui, les travailleurs qui produisent tout, auront la force de libérer l'humanité du capitalisme.

Toutes les tentatives des dirigeants de ce monde de maintenir les travailleurs tête baissée seront vaines. Elles ne font que faire tomber les masques et ajouter des raisons de prendre le chemin des luttes.

L'arme des travailleurs, c'est la grève !

La loi sur le service minimum à la SNCB vient d'être votée au parlement. Cette loi imposerait à tous les agents de la SNCB et d'Infrabel de déclarer 72 heures à l'avance leur intention de faire grève ou non, lorsqu'un préavis de grève est déposé par les organisations syndicales. La coalition CdH - MR en Wallonie souhaite imposer ce type de règles pour les TEC. Et à Bruxelles, le MR, qui gouverne avec les socialistes, veut chercher une majorité alternative dans le parlement bruxellois pour faire voter un décret qui imposerait un règlement semblable aux travailleurs de la STIB.

Les ministres se félicitent de leur « victoire » contre les syndicats. Mais en fait, ils n'affaiblissent que ceux dans les syndicats qui défendent l'illusion qu'on peut s'entendre avec les patrons et leurs gouvernements.

La grève est la seule arme dont disposent les travailleurs pour se défendre. La restriction du droit de grève est un recul. Mais que la grève soit interdite ou non, les travailleurs s'en serviront!

Travail détaché : mensonges et diversion

Les ministres du Travail de l'Union européenne se sont entendus pour limiter la durée de contrat d'un travailleur détaché à douze mois au lieu de 24. Kris Peeters, ministre belge de l'emploi (CD&V) a salué "des règles plus sévères contre le dumping social (…) une étape importante vers une Europe plus sociale".

En réalité, pas grand-chose ne changera : d'abord parce que la durée de détachement pourrait être prolongée de six mois sur demande « motivée » de l'entreprise qui y a recours ; enfin, l'accord ne s'appliquerait pas avant 2022 si tout va bien et, de toute façon, il ne concernera pas le secteur routier.

Tout ce cinéma vise à présenter les travailleurs détachés comme des concurrents menaçant l'emploi des travailleurs belges. Mais c'est un mensonge et une diversion : le pouvoir d'achat recule, les conditions de travail empirent, les droits des travailleurs reculent, mais ce sont les patrons et le gouvernement à leur service qui en sont responsables, pas les travailleurs détachés!

Sommet européen de l'hypocrisie sociale



Ce 17 novembre, les chefs d'état européens se sont réunis à Göteborg, en Suède, pour clamer en choeur leur volonté de « promouvoir des emplois et une croissance équitable ». Ils prétendent s'engager pour « un marché du travail européen juste et fonctionnel ».

Voilà qu'ils brassent des grandes phrases, mais la réalité est que devant les licencieurs que sont les Caterpillar, les Siemens, les Peugeot-Citroën, les Siemens, ING et Volkswagen… ils se tiennent à genoux.

Encore des cadeaux pour les patrons

Le gouvernement vient d'adopter une réforme des impôts. L'impôt des sociétés va passer d'environ 34% à 25%, pour les PME on descendra même à 20%.

Pieter Timmermans, l'administrateur délégué de la FEB félicite le gouvernement de cette mesure et il assure que cela attirera les investisseurs et créera des emplois… même s'il est trop tôt pour donner des estimations dit-il.

Evidemment ! Cela fait des années que le patronat empoche des aides de l'Etat sans créer autre chose que des emplois précaires, toujours moins nombreux que les licenciements, quand ils ne ferment pas carrément les usines après avoir empoché les aides !

Milliardaires en forme

Alors qu'au niveau mondial les fortunes cumulées des très riches avaient un peu reculé en 2015, elles se sont accrues de 17 % en 2016 : pas mal pour une seule année. C'est ce que dit la banque UBS, évidemment bien informée.

Se tuer au boulot, être mal payé, licencié, etc., tout cela n'est pas pour rien : c'est ce qui enrichit les milliardaires.

Contrôler les demandeurs d'asile… pour ne pas contrôler les riches!

La Chambre a adopté une réforme du droit d'asile du secrétaire d'Etat Theo Francken. Cette réforme prévoit que les policiers pourront fouiller les téléphones et les profils des réseaux sociaux des demandeurs d'asile. Un refus, pouvant mener à l'enfermement du demandeur d'asile.

Fidèle à lui-même, monsieur Francken veut faire passer les réfugiés pour des fraudeurs, ou carrément des gens dangereux. On ne l'entendra jamais proposer des mesures aussi contraignantes contre les patrons fraudeurs du fisc ou qui ferment des usines après avoir empoché des millions. Et monsieur Francken, ne proposera jamais non plus qu'on contrôle les comptes des grandes entreprises et des banques…pourtant on verrait alors qu'il y a assez d'argent pour donner du travail à tous, belges et étrangers !

Clarebout Potatoes, Warneton : des bénéfices mortels !

Un ouvrier est mort mardi 24 octobre, écrasé par le contrepoids d'un engin élévateur. Cet accident mortel a soulevé l'indignation parmi ses camarades de travail. Ils ont refusé de reprendre le travail et ont occupé le site jusqu'au lendemain soir.

C'est le second accident mortel en moins de deux ans chez ce fabricant de frites surgelées. Une ouvrière est décédée en avril 2016 sur un autre site.

Les travailleurs témoignent et dénoncent les multiples dangers vécus au quotidien : chutes sur des sols glissants et jamais nettoyés, installations électriques exposées à la pluie... et le manque d'entretien général.

Ce patron est prêt à sacrifier la vie de ceux qui font sa fortune. En 2016, pour environ 360 salariés, les bénéfices après impôts ont dépassé 173 000 euros par salarié, plus de 4 fois la paye !

Par leur mouvement de grève les travailleurs ont obligé la direction à signer un ensemble de mesures de sécurité. Et loin de lui faire confiance, ils ont décidé de rester vigilants et de contrôler l'application de ces mesures.



Licenciements chez Siemens

La direction de Siemens a confirmé son plan de licenciements de 6 900 postes, dont la moitié en Allemagne. L'usine de Görlitz, qui fabrique des turbines, serait totalement fermée. Plus de 700 travailleurs seraient jetés à la rue, dans une ville de l'est de l'Allemagne déjà très marquée par le chômage.

Mais tous les travailleurs du groupe sont visés par la rapacité d'une direction de combat, qui se glorifie de ses bénéfices record, 6,2 milliards en un an, soit une hausse de 11%.

Ces licenciements annoncent d'autres attaques pour faire travailler plus durement les travailleurs qui restent. Partout le patronat mène la guerre sociale.

Microjobs pour microsalaire

Une journaliste du Soir a testé le « microtravail », ces petites tâches à effectuer pour le compte d'Amazon ou autres plateformes Internet. Résultat d'une journée travaillée : 26 € de gagné soit 3,41 € par heure, sans aucun droit social…

Le capitalisme engendre le progrès… de l'exploitation !

Trop de travail pour les uns, pas assez pour les autres!



76% des travailleurs font des heures supplémentaires, d'après une enquête de la FGTB.

Et cette surcharge de travail entraine des problèmes de santé : du stress, des troubles du sommeil, des burn-out, de l'irritabilité, des maux de tête… Tant et si bien que deux personnes interrogées sur cinq affirment ne pas se sentir capables physiquement et/ou mentalement d'exercer leur fonction actuelle jusqu'à l'âge de la pension.

L'étude montre aussi que dans la majorité des cas, les heures supplémentaires ne sont pas un choix du travailleur, mais demandées par le patron, ou imposées car il y a trop de travail pour les 8 heures. Et cette étude montre aussi que 23% des heures ne sont ni payées, ni récupérées.

Si on ne veut pas se tuer au travail, la seule solution face à ce constat, est qu'il faudra mener des luttes sérieuses pour imposer aux patrons le partage du travail entre tous, sans perte de salaire !

Exclus du chômage... et des statistiques

L'ONEM a encore annoncé une diminution du nombre de chômeurs, ils seraient 379 000 pour l'ensemble de la Belgique.

Mais ce chiffre ne représente que les chômeurs ayant droit à une indemnité. Et comme cela devient de plus en plus difficile d'y avoir droit, cela fait beaucoup de monde laissé de côté.

La FGTB a dénombré au mois de septembre, 61 400 jeunes en stage d'attente, 71 600 chômeurs qui vivent de l'allocation du CPAS et 43 700 demandeurs d'emploi qui ne reçoivent aucune allocation. Cela fait 177.000 chômeurs non comptabilisés.

A cela il faudrait ajouter ceux qui ont été exclus du chômage et du CPAS et qui ne se sont pas inscrits comme demandeurs d'emploi, et tous ceux qui travaillent à temps partiel et qui cherchent un plein temps... ils seraient plusieurs dizaines de milliers.

Bref on peut affirmer sans se tromper qu'on est à plus de 600 000 chômeurs.

Le chômage ne diminue pas même quand les aides à l'emploi coulent à flot car le chômage est directement lié à la rapacité des patrons.

Logement sociaux : un scandale !

En Wallonie, en 2016, il y avait 193 logements sociaux en moins qu'en 2015, près de 2000 logements de moins qu'en 2007. Dans le même laps de temps, les demandes de ménages y ayant droit, ont augmenté de 23 % !

Selon les experts, il faudrait investir dans le logement social 12 à 13 milliards d'euros au cours des 10 prochaines années.

Mais pour les gouvernements, les cadeaux aux plus riches passent avant tout, quitte à laisser des familles dormir dans la rue ou dans les taudis des marchands de sommeil.


Logements sociaux vides à Hornu

Ça va bientôt déborder

Alors que 70% des parents d'élèves jugent que la propreté et l'accès des sanitaires dans l'école de leurs enfants « est un sérieux problème »... la Fondation Roi Baudouin a accordé un subside de 500 000 € pour aider une cinquantaine d'écoles.

10 000 € par école, quelle largesse !

Et dans les centaines d'autres écoles, les élèves et les enseignants doivent continuer à se retenir ?



À votre bon cœur ?

Le gouvernement wallon a introduit l'assurance autonomie obligatoire. Chaque habitant devra payer 50 € par an pour financer la prise en charge des personnes âgées ayant perdu leur autonomie.

Le gouvernement wallon imite en cela le gouvernement flamand qui a déjà introduit une telle assurance en 2001 et doublé le montant de la cotisation de 25 € à 50 € en 2015 (cela promet).

Nous faire payer, les gouvernements savent le faire. Quant à effectivement mettre à disposition un service, c'est une autre affaire. Au contraire, le secteur des soins pour les aînés se privatise de plus en plus. Alors, ça sera une cotisation pour prendre soin des aînés, ou pour soigner des profits réalisés sur leur dos ?


Aide familiale du CPAS: souvent supprimée pour cause d'astérité !

Syrie : la barbarie continue sous l'égide de multiples parrains

Tandis que les médias insistent sur les défaites et les reculs de l'État islamique (EI) en Syrie, la guerre et ses ravages se poursuivent.

Les troupes de Bachar El Assad, soutenues par la Russie et l'Iran et celles de l'opposition dite démocratique soutenues plutôt par les États-Unis et ses alliés, se livrent une bataille pour contrôler la région de Deir Ez-Zor et ses champs pétroliers.

Dans la banlieue de Damas, l'armée de Bachar El Assad maintient un siège si serré contre la zone rebelle de la Ghouta, que des enfants meurent de dénutrition tandis que la population n'a ni gaz ni électricité.

Les défaites de l'État islamique ne signifieront pas la fin de la guerre. Celle-ci est alimentée en permanence par les manoeuvres des grandes puissances rivales pour contrôler la région.

Déclaration Balfour : un siècle d'impérialisme, c'est beaucoup trop !

En novembre 1917, Lord Balfour, ministre des affaires étrangères britannique promettait aux organisations sionistes européennes, la création d'un foyer national juif en Palestine. D'autres services britanniques, incarnés par Lawrence d'Arabie, avaient promis dans la même période aux Arabes un État incluant la Palestine. En « divisant pour mieux régner » une région appartenant alors à l'empire ottoman, l'impérialisme britannique créait ainsi le conflit qui oppose encore les deux peuples palestinien et israélien.

La bourgeoisie française fut entièrement complice. En 1916, en pleine guerre, lors des accords secrets dits Sykes-Picot, la France et la Grande Bretagne se partageaient le Proche-Orient, la France étendant son empire colonial à la Syrie et au Liban.

Il est grand temps de se débarrasser de cet héritage de frontières au détriment des peuples qui ensanglante encore aujourd'hui la planète!


Les "gentlemen" de l'impérialisme qui ont dessiné les frontières à travers les peuples selon les seuls intérêts des capitalistes

Face aux divisions du capitalisme : les intérêts communs des travailleurs!

L'ex président catalan Carles Puigdemont s'est réfugié à Bruxelles et Théo Franken semble être favorable à ce qu'il demande l'asile politique en Belgique ! Pourtant ce même Franken considère que le Soudan et l'Afghanistan sont des pays suffisamment sûrs pour y renvoyer des réfugiés!

Le gouvernement espagnol jette de l'huile sur le feu en arrêtant d'anciens ministre catalans et en demandant à la police belge de lui livrer Puigdemont, comme si c'étaient de dangereux malfaiteurs.

Puigdemont a déclaré ne pas vouloir « belgianiser » le conflit catalan. N'empêche, la crise espagnole est bien arrivée en Belgique avec le gouvernement pris dans un dilemme : exécuter ou pas le mandat d'arrêt européen lancé par Madrid ?

Livrer Puidgement à l'Espagne, c'est risquer une crise au gouvernement fédéral avec la N-VA. La N-VA aurait du mal à défendre cette décision devant ses électeurs qu'elle a abreuvés pendant des années de discours séparatistes et de soutien à la Catalogne indépendante.

Mais ne pas exécuter le mandat d'arrêt, c'est risquer l'incident diplomatique avec le gouvernement espagnol et surtout les puissants alliés de l'Espagne : l'Allemagne et la France. Ce serait aussi aller un pas de plus vers la dislocation de l'Union européenne.

C'est certainement ce deuxième problème qui pèse le plus lourd dans la balance aux yeux de la bourgeoisie belge et même flamande. Car l'Union européenne et les relations avec les plus grandes puissances économiques d'Europe, ce sont des marchés, des retombées économiques, des profits sonnants et trébuchants. C'est vers l'Allemagne, la France et les autres pays européens que va la plus grande partie des marchandises arrivant au port d'Anvers.

Le problème c'est que l'Union européenne n'est qu'un agglomérat de bourgeoisies et d'États concurrents. Les plus riches – l'Allemagne, la France, la Grande-Bretagne – exercent leur domination sur les pays du Sud comme la Grèce, et encore plus sur les pays de l'Est de l'Europe.

S'ajoute à cette division différents régionalismes hérités de la construction des nations européennes. L'Écosse, la Flandre, la Catalogne... Les différences de langue, les oppressions ayant existé dans le passé, tout est exploité par les bourgeoisies régionales concurrentes pour mobiliser les populations régionales afin de peser sur l'État central pour payer moins d'impôts, moins de cotisations sociales et augmenter leurs profits.

Ce sont généralement les régions les plus riches qui revendiquent leur autonomie, comme la Flandre et la Catalogne. Ainsi, la crise catalane a les mêmes origines que la crise provoquée par le patronat flamand quand le gouvernement fédéral n'a pu être formé pendant 18 mois en 2010-2011. Une partie de la bourgeoisie catalane, représentée par Puigdemont et son parti, veulent plus d'autonomie fiscale pour ne plus devoir payer pour les régions espagnoles plus pauvres...C'est une musique connue en Belgique et les séparatistes catalans ont en effet des « amis » en Flandre.

Mais la suite, on la connaît : La Flandre a aujourd'hui plus d'autonomie fiscale, mais les impôts n'ont baissé que pour le patronat, en Flandre, en Wallonie et dans tout le pays. Et si le gouvernement d'une région fait des cadeaux aux entreprises, l'autre est amenée à en faire d'autant plus ! Alors le patronat, grand et petit, flamand et wallon, belge et international, paye aujourd'hui encore moins d'impôts et continue de profiter du pillage de la sécurité sociale, avec des conséquences dramatiques pour les travailleurs

Dans ces conflits d'intérêts entre différentes fractions de la bourgeoisie, les travailleurs n'ont pas à choisir. Ils n'ont pas à soutenir la Catalogne contre l'Espagne ou la Flandre contre la Belgique. Les travailleurs n'ont pas non plus à soutenir la Wallonie ou l'Angleterre contre l'Europe, parce qu'à chaque fois les travailleurs se retrouvent à soutenir des exploiteurs contre d'autres exploiteurs.

L'Europe est dominée par les capitalistes, mais c'est tout autant vrai pour les États nationaux et ce sont aussi des capitalistes, petits ou grands, qui dominent les régions et leur imposent leurs choix au détriment des intérêts des travailleurs.

Les travailleurs n'ont pas non plus à défendre l'Union européenne telle qu'elle est, en se mettant à la remorque de leurs patrons, des banques et de leurs ennemis, les Macron, Merkel, Charles Michel...

Les travailleurs, de Madrid à Stockholm, de Bordeaux à Varsovie, ont leurs intérêts communs d'exploités à défendre : imposer le partage du travail, l'interdiction des licenciements, la hausse des salaires.

Finalement, le seul salut pour la classe ouvrière sera de s'unir pour renverser ce système dément.

COP23 : ils brassent du vent

Une nouvelle conférence des Nations unies sur le climat s'est ouverte le 6 novembre à Bonn, en Allemagne, sous la présidence des îles Fidji, cet archipel du Pacifique menacé par la montée du niveau des océans.

À l'occasion de cette COP 23, divers rapports sur la progression du réchauffement climatique sont publiés tandis que les dirigeants politiques de la planète multiplient les promesses de mesures pour l'enrayer.

Les scientifiques confirment l'accélération du réchauffement climatique à cause des émissions de dioxyde de carbone (CO2) d'origine industrielle. Pour le secrétaire général de l'Organisation mondiale de météorologie : « Les trois dernières années ont toutes été des records de température et font partie des années les plus chaudes », ce qui se traduit par « des températures atteignant 50°C en Asie, des ouragans records dans les Caraïbes et l'Atlantique atteignant l'Irlande, des inondations dévastatrices en Asie provoquées par la mousson et des sécheresses incessantes en Afrique de l'Est. » Et bien sûr, les conséquences de ces catastrophes climatiques sont plus désastreuses au Bangladesh qu'en Floride. À Miami ou à Saint-Martin, les riches s'en sortent mieux que les pauvres après le passage d'un cyclone. Selon l'association Oxfam, il y a déjà 20 millions de réfugiés climatiques chaque année dans le monde et leur nombre va augmenter.

Pour limiter le réchauffement à 2°C d'ici 2100, il faudrait réduire de 20 à 30 %, les émissions de CO2 dans les quinze prochaines années. C'est l'objectif affiché de toutes les grand-messes internationales qui se succèdent depuis vingt-cinq ans. Mais, selon le dernier rapport des Nations unies : « L'écart entre les engagements et les objectifs est catastrophique et nous place sur une trajectoire de plus de 3 °C de réchauffement. »

Comment pourrait-il en être autrement ? Il en est de la pollution et du réchauffement climatique comme de l'évasion fiscale ou de la spéculation financière. Ce sont des conséquences d'une économie de marché où chaque capitaliste ne raisonne qu'en fonction de ses intérêts immédiats. La plupart des sources de gaz à effet de serre, les usines, les centrales énergétiques, les moyens de transport, les mines ou la production agricole, appartiennent à des entreprises privées. Aucun chef d'État – et pas seulement Trump qui se distingue par ses postures climatosceptiques – ne veut imposer la moindre mesure coercitive aux industriels dont il représente les intérêts. Les gouvernements leur versent des subventions.



Ils font déjà payer à la collectivité les investissements dans les énergies renouvelables. Mais pour enrayer le réchauffement, il faudrait mettre en œuvre tous ces moyens de production de façon rationnelle, coordonnée et planifiée à l'échelle de toute la planète dans le but de satisfaire les besoins de tous.

En 1867, Marx écrivait : « Le capital (…) n'est pas plus influencé dans sa pratique par la perspective de la pourriture de l'humanité et finalement de sa dépopulation, que par la chute possible de la terre sur le soleil. (...) Après moi le déluge ! Telle est la devise de tout capitaliste et de toute nation capitaliste. » On n'évitera pas le déluge sans exproprier les capitalistes et sans renverser les États qui les représentent.

Article extrait du journal français Lutte Ouvrière

Des voitures propres ?

Le groupe Renault vient de se faire épingler par Amnesty International pour être soupçonné d'utiliser du cobalt provenant de mines de République Démocratique du Congo, où sont exploités des enfants. Et Renault n'a pas su montrer la traçabilité de son cobalt qui prouverait le contraire.

Ce cobalt sert à fabriquer les batteries des voitures «propres» de Renault. Mais il n'y a bien que les voitures qui seraient propres. Pour continuer d'assurer des milliards à ses actionnaires, Renault n'est pas gêné par les sales vieilles méthodes d'exploitation.

Energie ou capitalisme, il faut choisir.

Sortir ou non du nucléaire en 2025 ? Les groupes de pressions s'activent autour du gouvernement. La FEB, partisane d'une prolongation des centrales nucléaires jusqu'en 2035, trouve le relais des ministres N-VA. Le MR, le VLD et le CD&V s'y opposent en préconisant de se passer du nucléaire par la construction de 8 nouvelles centrales au gaz. Soit un investissement de plusieurs centaines de millions d'euros par an durant 7 ans… qui fera les affaires des capitalistes qui construiront et exploiteront ces centrales. La véritable alternative pour les besoins et la sécurité de la population, c'est de sortir du capitalisme le plus vite possible !

Ne pas jeter sur la voie publique, svp.